

Et si Malthus avait finalement raison ?

[Denis Clerc](#) 17 07 2018

Lorsque le Britannique Thomas Robert Malthus publia la première édition de son *Essai sur le principe de population* (1796), la planète comptait environ un milliard d'humains. Il y soutenait que la population ayant tendance à progresser plus vite que les subsistances, celles-ci viendraient inéluctablement à manquer si l'on ne mettait pas des entraves à la procréation. Il plaidait en particulier pour le mariage tardif.

Quelques années plus tard (1817), son ami David Ricardo, fondateur de l'économie classique, s'appuya sur cette thèse pour expliquer que les travailleurs, sur le long terme, ne pouvaient espérer qu'un salaire de survie, toute progression au-delà suscitant une demande accrue de produits agricoles, donc une hausse de leurs prix en raison des rendements décroissants des terres de moins bonne qualité qu'il faudrait mettre en culture. Ce qui, *in fine*, annulerait le gain de pouvoir d'achat obtenu les années antérieures.

« Fausse science »

Depuis, la population mondiale a été multipliée par plus de sept, sans que les sombres prévisions du duo Malthus-Ricardo se soient concrétisées. Evidemment, le point faible du raisonnement résidait alors dans l'affirmation que « les subsistances » ne pouvaient progresser qu'à un rythme inférieur à celui de la population.

Aussi, dès 1846, Pierre Leroux, l'inventeur du mot « socialisme », dénonce « *la fausse science des économistes* » : « *La loi de production qu'elle prétend éterniser au profit de la disette et de la dépopulation, la seule loi de production qu'elle comprenne, c'est la loi du Capital.* » Un argument que reprendront, au fil du temps, tous les critiques du système capitaliste, à commencer par Karl Marx : la misère n'est pas le fruit du nombre, mais celui de l'exploitation.

Depuis les années 1950, les thèses malthusiennes refont surface, sous l'impulsion plutôt de scientifiques écologistes

Durant le siècle qui suivit, la messe paraissait dite : les faits avaient tranché, et Joseph Schumpeter, le célèbre économiste d'origine autrichienne, pouvait, dans son *Histoire de l'analyse économique*, se moquer de Malthus et Ricardo : « *Ces auteurs ont vécu au seuil du développement économique le plus spectaculaire qu'on eût jamais vu. (...) Néanmoins, ils n'ont pas vu autre chose que des économies vivant à l'étroit, se battant avec une efficacité sans cesse décroissante pour leur pain quotidien.* » Les économistes se désintéressèrent alors de la démographie, un « non-sujet ».



Pourtant, depuis les années 1950, les thèses malthusiennes refont surface, sous l'impulsion plutôt de scientifiques écologistes, comme l'américain William Vogt, qui publie *Road to survival*, vendu à 20 millions d'exemplaires. Une inquiétude fortement avivée par « l'explosion démographique » dans les pays en développement.

La Banque mondiale se fait alors l'apôtre du « planning familial », tandis que René Dumont (1904-2001), économiste et agronome français, avance en 1962 que « *l'Afrique noire est mal partie* », du fait de la progression plus rapide du nombre des hommes que de la production alimentaire. Une thèse élargie à l'échelle mondiale par Paul Ralph Ehrlich (1932-), un scientifique américain, auteur en 1968 de *La bombe P*, au succès considérable.

Assez pour 10 milliards

Ce néomalthusianisme fut contesté. D'abord, par Alfred Sauvy (1898-1990), économiste et démographe français, pour lequel l'explosion démographique n'était que la transposition, dans les pays du tiers monde (un terme qu'il avait forgé en 1952 pour désigner les "jeunes nations" émergentes), de la transition démographique constatée en Europe au XIXe siècle : il faut du temps pour que les familles alignent leur fécondité sur la forte baisse de la mortalité infantile. En outre, la jeunesse est un atout en matière de dynamique économique, alors que le vieillissement est un handicap, aussi bien dans les pays du Sud que dans ceux du Nord.

Quant à Ester Boserup (1910-1999), une économiste danoise, elle démentit la thèse malthusienne en montrant que, dans les pays du tiers monde, contrairement aux affirmations de Dumont, la croissance démographique s'était accompagnée d'une amélioration de la situation alimentaire, grâce à une progression des rendements et des surfaces cultivées. Depuis, les statistiques lui ont largement donné raison, même s'il existe des exceptions attribuables le plus souvent à des guerres, des épidémies ou aux mauvaises récoltes (les « *trois Parques* », disait Alfred Sauvy).

Ces dernières ont cependant peut-être bon dos. Ainsi, l'ethnologue Jared Diamond¹ attribue le génocide des Tutsis au Rwanda, en 1994, à la surpopulation, qui aurait exacerbé les relations entre ethnies. Une crainte que nuance Angus Deaton²: « *Tout dépend de ce que les nouveaux venus ajoutent, et pas seulement de ce qu'ils coûtent.* » Cela peut en effet bien se passer « *si les nouveaux venus apportent de la nourriture, de sorte que le repas partagé sera meilleur (sur les plans nutritionnel et social)* ».

Limites environnementales

Dans une veine similaire, Pierre Noël-Giraud³, éminent spécialiste des ressources naturelles, estime que celles-ci ne devraient pas manquer même pour une population de 10 milliards d'humains en 2050, un chiffre qui, selon lui, déclinera sensiblement ensuite. En revanche, nous dépasserons sans doute « *les taux soutenables de rejets polluants* » (CO2 notamment), provoquant ainsi localement des « *trappes rurales et urbaines de très grande pauvreté* ».

Si le nombre d'humains pose problème, ce n'est pas principalement pour des raisons alimentaires, ni même à cause de l'épuisement de ressources non renouvelables

Le fantôme de Malthus est donc de retour, mais le débat a changé de nature : si le nombre d'humains pose problème, ce n'est pas principalement pour des raisons alimentaires, ni même à cause de l'épuisement de ressources non renouvelables, comme le soutenait le rapport du Club de Rome publié en 1972 par des scientifiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT) américain (sous la direction de Dennis Meadows) et remis à jour en 2004 par ce dernier.

Le décollage impressionnant de plusieurs pays (le produit intérieur brut de la Chine a été multiplié par... 34 entre 1971 et 2013), qui est en soi une bonne nouvelle, a certes donné de la consistance aux cris d'alarme du « rapport Meadows », mais les limites sont désormais de nature environnementale plus que purement démographique.

Car la transition démographique - la fécondité s'alignant sur la forte baisse observée de la mortalité (infantile surtout) - est partout en marche, même en Afrique : Pierre-Noël Giraud rappelle que ce continent ne fait que rattraper la part de population mondiale qu'il représentait en 1500 et que la traite négrière, notamment, avait fait reculer. Cependant, assurer à 10 milliards d'hommes et de femmes un niveau (et un mode) de vie analogue à celui des pays occidentaux risque d'engendrer, au moins localement, de graves catastrophes environnementales, donc humaines et économiques.

Zoom Celle et ceux qui font le débat

Thomas Robert Malthus (1766-1834)

Avec son *Essai sur le principe de population* (1796), il fonde ce qu'on appellera ensuite le malthusianisme : la croissance démographique n'est pas compatible avec la croissance économique.

David Ricardo (1772-1823)

Le fondateur de la théorie économique classique reprend à son compte l'analyse de Malthus au sujet de l'impact négatif de la croissance démographique.

Joseph Schumpeter (1883-1950)

Le théoricien de la dynamique du capitalisme se moque des erreurs de ses illustres prédécesseurs et considère la démographie comme un non-sujet.

René Dumont (1904-2001)

L'agronome relance le débat en estimant en 1962 que "*l'Afrique noire est mal partie*" à cause de sa croissance démographique trop importante.

Alfred Sauvy (1898-1990)

Le démographe français conteste le néomalthusianisme en montrant que la transition démographique s'amorçait dans les pays du Sud.

Ester Boserup (1910-1999)

Cette économiste danoise combattit elle aussi la thèse malthusienne, en montrant que, dans les pays du Sud, la croissance démographique s'accompagnait d'une amélioration de la situation alimentaire grâce à une progression des rendements.

Paul Ralph Ehrlich (1932-)

Avec son best-seller *La bombe P* (comme population), publié en 1968, ce biologiste américain a fait revenir la question démographique dans le débat public.

Dennis Meadows (1942-)

Le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance qu'il a dirigé avait établi en 1972 un lien étroit entre démographie et dégâts environnementaux. Dennis Meadow a réactualisé ses prévisions en 2004.

Angus Deaton (1945-)

Le "prix Nobel" d'économie d'origine britannique relativise ces problèmes en rappelant que les nouveaux venus peuvent aussi contribuer à améliorer la situation.

Le problème, désormais, réside dans les atteintes excessives que subit l'environnement, principalement du fait des pays développés. Or, la grande majorité des économistes de ces pays continue de ne voir que les bienfaits de la croissance, pas ses limites, encore moins ses méfaits. Chassé par la porte démographique, Malthus est revenu par la fenêtre environnementale.

- [1.](#) Dans *Effondrement*, Gallimard, 2006.
- [2.](#) Dans *La grande évasion* (2013), traduction française de Laurent Bury, PUF, 2016. Deaton a été "nobélisé" en 2015.
- [3.](#) *L'homme inutile*, Odile Jacob, 2015, p. 110.